

MATHIAS DESTAL MARINE TURCHI

“
**MARINE EST
AU COURANT
DE TOUT...**”

Argent secret, financements,
hommes de l'ombre :

une **enquête**
sur **Marine Le Pen**

Flammarion
ENQUÊTE

“ MARINE EST AU COURANT DE TOUT...” ”

Flammarion
ENQUÊTE

Argent secret, financements, hommes de l'ombre... Marine Le Pen à l'épreuve des faits.

Au fil de plusieurs années d'enquête, Marine Turchi et Mathias Destal ont plongé dans les eaux profondes du Front national afin d'en remonter des vérités gênantes. De quoi mettre à mal la stratégie dite de « dédramatisation » du parti frontiste.

Ainsi le Front national serait le « parti du peuple » face à « la droite et la gauche du fric » ? Les auteurs démontrent, témoignages et documents exclusifs à l'appui, que Marine Le Pen, sa famille et certains de ses proches, aiment l'argent. Parfois jusqu'à l'excès.

Ainsi le Front national avancerait dans l'arène politique « tête haute et mains propres » quand les autres formations se vautraient dans les petits arrangements et les financements occultes ? Ce livre explique pourquoi le FN, sa présidente ou son entourage sont au cœur de plusieurs affaires embarrassantes.

Ainsi le Front national serait désormais un parti « républicain » tout à fait présentable ? Non seulement le FN n'a pas chassé ses vieux démons, mais les auteurs dévoilent les profils plus qu'inquiétants des hommes de l'ombre qui évoluent dans le premier cercle de la présidente frontiste.

Pour découvrir l'autre visage de Marine Le Pen.

Marine Turchi, 34 ans, est journaliste à Mediapart, où elle couvre le Front national depuis 2008. Elle a publié des enquêtes sur ses financements et ses cercles officiels.

Mathias Destal, 30 ans, est journaliste au service investigation de Marianne depuis 2012. Il est l'auteur de plusieurs enquêtes sur le Front national.

« Marine est au courant de tout... »

Argent secret, financements et hommes de l'ombre
Une enquête sur Marine Le Pen

Mathias Destal et Marine Turchi

« Marine est au courant de tout... »

Argent secret, financements
et hommes de l'ombre
Une enquête sur Marine Le Pen

Flammarion

© Flammarion, 2017
ISBN : 978-2-0813-7691-5

Aux dauphins

« Je sais qui vous allez voir, je sais qui vous raconte, je sais tout. »

(Philippe Péningue, conseiller officieux de Marine Le Pen, 20 décembre 2016)

« Il faut savoir que nous pouvons enquêter sur votre enquête et montrer qui vous paie. »

(L'eurodéputé Jean-Luc Schaffhauser, intermédiaire de Marine Le Pen dans l'obtention du prêt russe, 11 décembre 2016)

« Surtout ne parlez pas des affaires financières... »

(Lorrain de Saint Affrique, le conseiller en communication de Jean-Marie Le Pen, 27 octobre 2016)

Avant-propos

Les coulisses d'une enquête financière

« Livre MLP – NE PAS DONNER SUITE. » La consigne figure en majuscules dans l'objet du courriel adressé le 28 novembre 2016 aux trente-quatre membres du « Conseil stratégique », l'équipe de campagne de Marine Le Pen¹. Quelques jours plus tôt, nous avons envoyé des demandes d'entretiens à plusieurs dirigeants du Front national. Avec cette « circulaire », David Rachline informe les troupes que l'un de nous cherche « à contacter l'entourage de Marine Le Pen en vue de la rédaction d'un livre ». Le directeur de campagne de la candidate à la présidentielle demande de ne pas répondre. « Merci de votre diligence », insiste-t-il.

« Discipline et ordre »

Pour enquêter sur la présidente du FN, son entourage et sa gestion de l'argent public, il faut d'abord contourner le mur du silence. Le 8 septembre 2016, l'un des auteurs a rendez-vous avec le trésorier du Front national, Wallerand de Saint-Just, au Vauban, un restaurant du VII^e arrondissement de Paris. Mais, le matin même, coup de fil du trésorier : « Je vous appelle pour annuler notre rendez-vous

1. Courriel en possession des auteurs.

« Marine est au courant de tout... »

d'aujourd'hui. On m'a redit ce matin qu'on ne vous parlait pas », annonce-t-il de but en blanc, sans cacher que cette demande émane directement de Marine Le Pen et du bureau exécutif du FN. « La discipline et l'ordre », a-t-il ajouté. À partir de cette date, Wallerand de Saint-Just ne décrochera plus son téléphone. Le numéro deux du FN, Florian Philippot a, lui, décommandé notre entretien prévu fin novembre. Le directeur de cabinet de Marine Le Pen, Nicolas Lesage, a promis de nous rappeler pour organiser une rencontre, puis plus rien.

Louis Aliot a fait le mort jusqu'à ce que nous lui envoyions des questions précises et documentées : le compagnon de Marine Le Pen nous a répondu dans les minutes qui ont suivi qu'il entendait porter plainte. Dans les couloirs du Parlement européen, lorsque nous questionnons Édouard Ferrand, le chef de la délégation des eurodéputés frontistes, sur les enquêtes judiciaires, ce fidèle de Marine Le Pen accélère le pas en lâchant qu'il n'a « absolument rien à [n]ous dire ¹ ». Même des figures extérieures au parti ² souhaiteront demander préalablement à la présidente du FN avant de nous recevoir. Ils ne rappelleront jamais.

Ni Marine Le Pen, ni son carré de fidèles n'ont répondu à nos sollicitations. Pas plus que les membres du clan familial. Sa mère, Pierrette Lalanne, a usé de mille excuses. Yann Le Pen a expliqué qu'elle souhaitait « rester en dehors de tout ça », « dans l'ombre », justifiant son choix par sa « position familiale qui n'est pas toujours facile ». Sa sœur aînée

1. Échange du 23 novembre 2016.

2. Tels François Wagner, dans le cabinet duquel Marine Le Pen a fait ses débuts d'avocate, ou Nicolay Fakiroff, un vieil ami des années passées au Palais de justice, qui défend notamment Nicolas Crochet, l'expert-comptable attitré du Front national.

Avant-propos

Marie-Caroline Le Pen-Olivier est restée silencieuse. Son mari Philippe Olivier a accepté le principe d'un entretien en juin 2016, avant de ne plus répondre – entre-temps, il a pris la tête de la cellule « Idées-Images » pour la campagne et a été investi candidat aux législatives. L'influent Samuel Maréchal, l'ex-beau-frère de la présidente du FN, fixe un rendez-vous le 25 novembre qu'il n'honore pas, prétextant avoir raté son avion en provenance d'Afrique. Malgré nos relances, il n'a plus donné de nouvelles. Sa fille, Marion Maréchal-Le Pen, n'a pas non plus souhaité nous rencontrer.

Le vieux chef, lui, nous a accordé plusieurs entretiens¹. L'exercice a toujours diverti Jean-Marie Le Pen : « Marine Le Pen, les filles Le Pen, les femmes Le Pen, Le Pen sans bandeau, Le Pen avec bandeau, Le Pen avec jumelles. J'en ai 150 des livres sur Le Pen, un de plus ! », plaisantait-il le 9 novembre 2016. Volontiers causant sur son parcours, la stratégie de sa fille, ou les chambres à gaz, qui demeurent à ses yeux « un détail de l'histoire de la Deuxième Guerre mondiale, tout comme le débarquement, comme Yalta, comme le bombardement d'Hiroshima sont des détails de la guerre », le fondateur du Front national se referme comme une huître dès qu'on aborde les questions d'argent, ponctuant ses phrases de « je ne sais pas » ou « je ne me souviens plus ».

Dans la galaxie frontiste, plusieurs personnages clés ont accepté de livrer des témoignages inédits sur les arrières-cuisines du Front national. Certains d'entre eux

1. Deux au titre du journal *Marianne* fin 2016, deux au titre de *Mediapart* fin 2014. Depuis la publication d'une enquête sur le compte en Suisse caché de son assistant personnel, Jean-Marie Le Pen ne veut plus recevoir *Mediapart*.

« Marine est au courant de tout... »

appartiennent à la catégorie des hommes de l'ombre, de ceux qui naviguent aux confins de la politique et du monde des affaires. D'autres ont longtemps fréquenté le premier cercle de la présidente avant d'en sortir, volontairement ou non. D'autres encore ont bien voulu nous confier des documents exclusifs en échange de la préservation de leur anonymat. Bien que nous ayons pris le parti d'écartier au maximum les propos « off the record », il nous est arrivé d'accepter cette condition. Parce que nous avons jugé sérieuse la crainte de représailles, ou que nos interlocuteurs avaient déjà fait l'objet de menaces.

« Je vais te tuer ! »

Plonger dans les eaux profondes du parti « bleu marine », c'est également se confronter à l'hostilité de Marine Le Pen, voire aux intimidations de ses plus proches acolytes. « [Le thé] que vous avez ingurgité là, eh bien, ça va vous rendre folle, nous a lancé l'un d'eux dans une tirade sur l'art de la manipulation. Vous allez sortir et vous allez vous faire écraser, parce que vous n'avez pas vu que je vous ai mis une petite pilule qui vient directement de Russie. Vous n'avez aucune idée, aucune idée... Vous êtes une enfant de deux ans et demi ¹ ! » Le funeste scénario, imaginaire bien sûr, est signé Philippe Péninque. Ancien avocat fiscaliste, intime de Marine Le Pen, il est aussi son éminence grise sur des sujets aussi variés que le vote des classes populaires ou la fiscalité en France. Durant les quatre heures trente d'entretien passées avec lui, il ne cessera d'alterner entre vraies informations, provocations et intimidations. « Vous savez pas ce que c'est les "services", ma petite amie. Vous n'en avez aucune idée. J'ai

1. Entretien avec les auteurs, 20 décembre 2016.

Avant-propos

demandé à mes amis : la prochaine vidéo qu'il y aura sur Youtube, c'est vous en train de me caresser la zézette, OK ? »

Philippe Péninque ne manquera pas de nous préciser que le Front national est bien informé : « Vous savez, l'appareil d'État, maintenant, jusqu'au niveau commandant de police, commandant des services, commandant de la gendarmerie, c'est 97 % Front. Donc je pense qu'il y a des informations qui arrivent, on sait des choses avant le ministre. D'accord ¹ ? »

« Je sais qui vous allez voir, je sais qui vous raconte ainsi de suite, je sais tout », nous a-t-il mis en garde en citant des noms.

Surnommé « Voldemort » par certains – « il est omniprésent, mais personne n'ose mentionner son nom » –, Péninque est le parrain des anciens du Groupe Union Défense (GUD). Réputé pour sa violence, ce mouvement étudiant d'extrême droite radicale a fourni à Marine Le Pen ses amitiés les plus fidèles. Au fil des années, ces militants reconvertis dans le *business* se sont infiltrés aux postes stratégiques. Aux manettes de la communication du Front national, à la direction de Jeanne, le microparti de la candidate, à la tête des finances de sa campagne, les « gudards » sont partout. Enquêter sur Marine Le Pen et sa gestion de l'argent conduit donc inévitablement à croiser la route de ces personnages absents du Journal de 20 heures.

Le 31 janvier 2015, en se rendant au siège des sociétés de ces hommes d'influence, dans le XVI^e arrondissement, l'un des auteurs est violemment pris à partie. « Je vais te tuer ! Je vais te retrouver ! Je vais t'attendre en bas de chez toi ² ! »,

1. *Ibid.*

2. Edwy Plenel, « La violence du FN contre la liberté de la presse », *Mediapart*, 6 février 2015.

« *Marine est au courant de tout...* »

érupte Olivier Duguet, sous le regard d'Axel Loustau. Ces deux anciens gudards ont successivement occupé le poste de trésorier de Jeanne depuis sa création, en 2010. Bien connu des services de police, Duguet essaiera encore de nous porter un coup au visage, avant que nous ne parvenions à nous réfugier dans une brasserie voisine. Une plainte sera déposée à la Brigade de répression de la délinquance contre la personne (BRDP)¹. « Le boulot » a été « fait »², lâchera Loustau dans un SMS. Quelques jours plus tard, la présidente du FN défendra son trésorier au micro de RTL³...

En 2016, nouvelles intimidations et nouvelle plainte. Cette fois, elles interviennent en marge d'une enquête où il est question d'Axel Loustau, catapulté par Marine Le Pen à la présidence de la fédération FN des Hauts-de-Seine en mars 2016, et de Logan Djian, chef du GUD parisien⁴. Nos questions nous ont valu des coups de fil malveillants et la réception de 140 SMS anonymes. L'expéditeur de ces messages aussi inquiétants que délirants n'était autre qu'un jeune homme proche de Djian. Identifié, il a été condamné en juin 2016⁵. La nuit du nouvel an 2017, c'est un laconique « bonne apnée » qui arrive par texto sur le portable professionnel de l'un des auteurs, en provenance d'un numéro inconnu.

1. Elle sera classée en juin 2015 par le parquet de Paris, les menaces devant être réitérées pour être caractérisées.

2. Karl Laske, « Menaces contre Mediapart : "Le boulot a été fait" », écrit le trésorier de Le Pen », *Mediapart*, 9 février 2015.

3. « Grand Jury » de RTL, 8 février 2015.

4. Mis en examen pour « violences aggravées » et incarcéré, Logan Djian fut libéré grâce à une caution de 25 000 euros. Les enquêteurs avaient tiqué sur un flux d'un même montant, versé en amont par une société créée par Axel Loustau.

5. « Enquête sur le GUD et menaces sur des journalistes : Mediapart l'emporte devant le tribunal », *Mediapart*, 15 juin 2016.

Avant-propos

Marine Le Pen peut clamer sur toutes les ondes que son parti se serait débarrassé de ses oripeaux d'extrême droite, ses hommes de confiance cultivent les vieilles pratiques¹. Loin de les condamner, elle les soutient mordicus. Il lui arrive même d'en sourire. « Faut éviter de traîner dans des endroits dangereux ! », a-t-elle lancé à deux confrères du *Monde*, en 2010, alors qu'ils avaient essuyé des menaces et crachats d'Axel Loustau, quelques jours plus tôt². Un autre incident est révélateur du climat entourant le travail des journalistes qui enquêtent sur les financements du Front national de Marine Le Pen et ses réseaux. C'était en mars 2015, lors d'un apéro organisé au siège du parti, au lendemain des élections départementales. Alors qu'un reporter de France 2 filme Nicolas Crochet, l'expert-comptable préféré de Marine Le Pen, ce dernier le saisit par la nuque et l'emmène plus loin : « Je te jure, tu me baises pas la gueule comme ça, d'accord ? » L'équipe de France 2 finit évacuée par la sécurité au prétexte qu'elle aurait posé « des questions dérangeantes³ » à Nicolas Crochet. Grand ami des « gudards », l'homme est aujourd'hui au cœur du dispositif financier du FN.

Marine Le Pen et son équipe ne tolèrent les enquêtes que lorsqu'elles ne les concernent pas. Ils répondent rarement sur le fond des dossiers, leur marque de fabrique étant la riposte judiciaire⁴. Nos nombreuses demandes d'entretien

1. Les conditions d'enquête dans le milieu d'extrême droite ont été racontées dans le livre collectif *Informers n'est pas un délit*, Calmann-Lévy, 2015.

2. Abel Mestre, Caroline Monnot, « 9 mai 2010 : un ancien du GUD menace des journalistes », Blog « Droite(s) extrême(s) », lemonde.fr

3. « Jeanne : microparti, maxi-profits ? », Complément d'enquête, France 2, 9 avril 2015.

4. À noter que tous les procès intentés aux auteurs de ce livre ont été gagnés par eux et leurs médias respectifs.

« Marine est au courant de tout... »

et questions adressées à la présidente du FN ont reçu pour toute réponse une menace de plainte. « Mme Le Pen a bien lu toutes vos questions [...]. Si publiées, ces diffamations seront systématiquement poursuivies en justice¹ », nous a écrit le directeur de communication du parti, Alain Vizier, après des mois de silence. Philippe Péninque a expliqué de son côté qu'il nous rencontrait pour avoir toutes ses chances devant le tribunal. Dans un courriel, le conseiller officieux de Marine Le Pen met en garde sur la divulgation d'éléments « couverts par le secret bancaire ou le secret des affaires² ». « Je serai très vigilant sur l'utilisation de telles informations, comptes bancaires, virements, opérations, montants », prévient-il. La contre-offensive du Front national passe aussi par la délégitimation des journalistes, qualifiés de « militants » ; salariés d'« organes de propagande anti-FN » ; « trotskistes » ; « bolcheviks ». Non sans malice, la cheffe du FN entretient toute cette mythologie dès lors qu'il s'agit de déminer des révélations trop gênantes.

Dans l'art de faire diversion, son vieil ami Frédéric Chatillon n'est pas en reste. Ce pilier de la boutique frontiste aime livrer des noms de journalistes en pâture sur sa page Facebook. Ou encore envoyer une photo de bombe insecticide en réponse à des questions écrites. Lorsque nous l'interroignons, en 2015, sur des flux financiers suspects, le colosse de deux mètres fanfaronnait : « Concernant les 200 000 euros en cash, ça correspond à une demande de M. Plenel pour arrêter de publier des articles à mon sujet. [...] J'ai l'impression que ce n'était pas suffisant... Je suis prêt à faire une "petite" rallonge de 100 000 euros³. » Après l'envoi de nos questions, tous les membres de ce cercle sont restés aux abonnés absents – à l'exception de Philippe Péninque.

1. Courriel du 6 février 2017.

2. Courriel du 26 janvier 2017.

3. Courriel du 4 février 2015.

Avant-propos

L'argent, « le fil rouge »

Lors de la préparation de notre second entretien avec le président d'honneur du FN, en 2016, son conseiller en communication, Lorrain de Saint Affrique, nous avait avertis : « Surtout, ne parlez pas des affaires financières... » Difficile. Chez les Le Pen, comme dans l'histoire du Front national, l'argent est au centre de tout. En 2011¹, le même Lorrain de Saint Affrique le formulait d'ailleurs avec clarté : « Ne jamais oublier que le fil rouge de Le Pen, c'est l'argent. » Mais c'était quatre ans avant qu'il ne reprenne du service auprès du patriarche. La dimension financière est un élément crucial de l'essor de la « marque » FN. Les proches des Le Pen ont souvent raconté leur fascination – voire leur « obsession » – pour l'argent. « Le Pen devient fou quand il s'agit d'argent² », témoignait par exemple l'ancien imprimeur du FN, Fernand Le Rachinel, en 2011.

Ce goût pour l'argent est notre point de départ. Sans lui, le FN ne serait pas la machine hypercentralisée qu'il est devenu et aurait probablement changé de mains depuis sa création il y a quarante-cinq ans.

« Tête haute, mains blanches »

Pour l'essentiel, le financement du Front national est assuré grâce aux fonds publics – au remboursement des frais de campagnes et à une subvention annuelle de 5,5 millions d'euros. Marine Le Pen elle-même doit depuis des années

1. Pascale Nivelles, « Elle n'a rien d'une blonde », *Libération*, 15 janvier 2011.

2. Caroline Fourest, Fiammetta Venner, *Marine Le Pen*, Grasset, 2011.

« *Marine est au courant de tout...* »

l'intégralité de ses revenus à l'argent du contribuable – comme eurodéputée et conseillère régionale. Présentée aujourd'hui comme l'une des mieux placées pour être élue à la présidence de la République française, la femme politique profite avec habileté d'un créneau porteur : la dénonciation des affaires et de la corruption qui frappent notre classe politique. Décortiquer la gestion de son parti relève dès lors, selon nous, d'un travail d'intérêt général. Grâce à une centaine d'entretiens, des piles d'archives, de courriers et de documents exclusifs, nous avons pu explorer les coulisses du Front national. Les arguments marketing prennent alors une teinte ironique.

Du fameux « Système UMPS », à la « Mafia socialiste », en passant par « Escrocs, menteurs, voleurs, faites le ménage ¹ ! », Marine Le Pen n'a cessé depuis 2011 de décliner les vieux slogans poujadistes utilisés par son père en son temps : « Tous pourris » et « Sortons les sortants ». Ou encore le célèbre « Mains propres et tête haute ² », diffusé en 1993 alors que les affaires politico-financières fleurissent à gauche comme à droite – avec ce slogan, le FN bat un record, totalisant pas moins de 17 millions de tracts distribués ³. De discours en discours, elle trace le sillon, dénonçant la « corruption » et les « magouilles électorales de l'UMPS ». Pas un meeting sans que Marine Le Pen ne pointe le « clientélisme » de la « caste » des gouvernants ou la « République bananière » sous les hourras de ses sympathisants chauffés à blanc. Et, chaque fois, ou presque, la

1. Respectivement les affiches des élections cantonales, en 2011 du FN à Hénin-Beaumont, en 2008 du FNJ du Var.

2. En écho à l'opération qui se déroule en Italie en 1992, après la révélation d'un système de corruption généralisée dans les partis politiques italiens.

3. Slogan inauguré lors des élections législatives, en mars 1993. Valérie Igounet, *Les Français d'abord, Slogan et viralité du discours Front national (1972-2017)*, éditions Inculte, 2017.

Avant-propos

présidente du FN use de la même formule : « Nettoyer l'État des jouisseurs, des affairistes, des corrompus¹. »

Les scandales et condamnations en série dans les mairies administrées par le FN dans les années 1990² n'ont pas entamé ce discours de chevalier blanc. « Le Front national, il faut bien le dire, apparaît comme étant celui qui est tête haute et mains propres », se félicitait la cheffe du FN en pleine affaire Cahuzac, le 4 avril 2013³, n'hésitant pas à évoquer sa « veste immaculée » que l'on voudrait « éclaircir ». Les condamnations des siens ? Fadaises : « Le Front national n'a jamais été mis en cause, Jamais. Vous entendez ? Dans aucune affaire. Jamais. »

Après le « Mains propres et tête haute » du paternel, la présidente du FN invente le « Tête haute, mains blanches », en avril 2016, alors même que plusieurs de ses proches sont embourbés dans des scandales financiers. Un an plus tard, lors du lancement de sa campagne présidentielle, à Lyon, elle dégaine une nouvelle formule-choc : « Contre la droite du fric et la gauche du fric, je suis la candidate de la France du peuple », clame-t-elle derrière son pupitre siglé... « Au nom du peuple⁴ ».

« Je n'ai d'ascenseur à renvoyer à personne »

En 2012 déjà, Marine Le Pen se présentait comme « la voix du peuple » sur ses affiches de campagne. Une habitude dans la famille : avant elle, son père avait opté pour le slogan « Le

1. Discours à Vaiges (Mayenne), 19 septembre 2011.

2. Marine Turchi, « Le FN en ses mairies : affaires, condamnations en série et clientélisme », *Mediapart*, 20 septembre 2012.

3. LCI, 4 avril 2013.

4. Son slogan pour la campagne présidentielle, en 2017.

« Marine est au courant de tout... »

Pen Le Peuple », à l'occasion de l'élection de 1988. Jean-Marie Le Pen s'est beaucoup répandu sur le fait qu'il avait « connu le froid, la faim, la pauvreté » durant son enfance. Sa fille, elle, a presque réussi à faire oublier son statut d'héritière. « Je crois que ce qui fait de moi une exception dans cette campagne présidentielle, c'est que je suis une femme totalement libre », déclarait-elle lors d'un échange avec des journalistes en septembre 2016, à Fréjus. « Je n'ai d'ascenseur à renvoyer à personne. Je ne défends pas des intérêts particuliers ou des intérêts avec des puissances étrangères. Je suis même libre au niveau de mon mouvement puisque je le préside. » La candidate Marine Le Pen est-elle vraiment dispensée de « renvois d'ascenseur » ? A-t-elle les mains aussi libres qu'elle le dit ? Peut-elle réellement affirmer qu'elle ne défend pas d'« intérêts avec des puissances étrangères » ? Les emprunts contractés par le FN auprès d'organismes russes incitent au minimum à se poser ces questions.

Ce livre, fruit de plusieurs années d'enquête, révèle de nouveaux éléments attestant que la réalité n'est pas telle que Marine Le Pen le prétend. Si elle n'a pas souhaité se prêter à l'exercice du questions-réponses, d'autres l'ont fait pour elle. À commencer par son modèle en politique, le fondateur du parti. C'est ce qui nous a conduits à Montretout. Car, au Front national, les enjeux financiers ne peuvent se comprendre qu'à la lumière de l'histoire politique et familiale du clan qui tient la barre.

Pointant notre magnétophone posé sur la table basse de son bureau, le patriarche s'amuse : « Enregistrez, il en restera bien quelque-chose¹ ! »

1. Entretien avec les auteurs, 27 octobre 2016.

Chapitre 1

L'héritière

« Je n'ai hérité de rien. » Ce dimanche 11 septembre 2016, sur TF1¹, Marine Le Pen se dépeint telle qu'elle voudrait être : une femme politique qui ne doit rien à personne. « Je n'ai pas hérité du Front national, je me suis battue loyalement dans des élections contre Bruno Gollnisch, qui exprimait une autre ligne que la mienne », dit-elle au journaliste Gilles Bouleau. Avant de s'énerver franchement : « La méritocratie, c'est aussi ne pas écarter les gens au motif qu'ils seraient la fille de ou la petite-fille de. » Certes. Mais Marine Le Pen omet de préciser qu'elle n'est pas sortie victorieuse de son combat par la seule force de son engagement.

En privé, Jean-Marie Le Pen ne cache pas qu'il a sans doute fait « une belle connerie » en confiant les clés du parti à sa fille². Devant nous, en revanche, le président d'honneur du FN fait mine d'avoir tout calculé. Installé dans le bureau qu'il occupe dans sa propriété de Montretout, à Saint-Cloud, élégamment vêtu d'une chemise

1. Animée par Gilles Bouleau, l'émission a réuni 2,3 millions de téléspectateurs.

2. Propos tenus lors d'un déjeuner, en janvier 2017, en compagnie de Carl Lang, Roger Holeindre et Jean-Pierre Reveau.

« *Marine est au courant de tout...* »

saumon, cravate et mocassins cirés, le patriarche revient sur les événements : « Au moment de ma succession à la tête du parti, j'avais déjà 2017 en perspective. Je me disais que ce serait une date-clé dans l'histoire de France, mais que le candidat du Front national devrait déjà avoir une certaine expérience. C'est la raison pour laquelle, à quatre-vingt-deux ans, j'ai fait le choix de céder la place de président à Marine, pour qu'elle puisse bénéficier de sa première expérience lors de l'élection présidentielle de 2012¹. » Afin de mettre ce plan à exécution, il faut d'abord écarter celui qui s'est toujours vu comme le dauphin de Jean-Marie Le Pen : Bruno Gollnisch. En 2010, ce fidèle entre les fidèles est convoqué par son chef.

— Quel âge as-tu ?, l'interroge Le Pen.

— Soixante ans, répond Gollnisch.

— Non Bruno, tu as soixante-dix ans.

— Comment ça ?

— Tu as subi un quadruple pontage coronarien et dans les documents d'assurance, ça, c'est dix ans de plus... Tu as soixante-dix ans, Bruno. Par ailleurs, je pense que Marine a un atout considérable, un atout de continuité : elle s'appelle Le Pen.

Beaucoup, au Front national, ont vu dans ce choix un enjeu moins avouable mais tout aussi essentiel : la sauvegarde du patrimoine. « Si Le Pen a soutenu sa fille plutôt que Gollnisch, c'est parce qu'il voulait que le parti, en d'autres termes le magot, reste aux mains de la famille² », estime Cendrine Blot, qui fut longtemps une amie proche

1. Entretien avec les auteurs, 27 octobre 2016. Sauf mention contraire, toutes ses citations dans ce chapitre sont issues de cet entretien.

2. Entretien avec les auteurs, 7 novembre 2016.

du fondateur du Front national – et la femme de son ancien directeur de cabinet, Jean-Marie Le Chevallier¹.

Les « Grimaldi de Montretout »

« Le Front national a une dimension patrimoniale pour les Le Pen. C'est leur chose² », insiste Bruno Mégret. À 67 ans, celui que les lepénistes ont qualifié de « félon » après sa tentative de reprise en main de la marque « FN », en 1998, est toujours aussi amer. « Je voulais faire passer le mouvement d'une structure de PME familiale à une société d'actionnaires, Le Pen ne l'a pas toléré. » Suivi dans son ambition par une grande majorité des cadres, l'ancien délégué général du parti d'extrême droite a dû se faire une raison : on ne s'attaque pas au clan si facilement³. Carl Lang, l'un des plus fervents soutiens de Jean-Marie Le Pen au moment de la guerre menée contre la faction mégretiste, évoque lui aussi avec regret le parti auquel il s'est résigné à tourner le dos. « Le FN est une machine familiale⁴ », souffle-t-il. Une machine dont il a été écarté sans pitié en 2008, au profit de Marine Le Pen : la fille du chef réclamait la tête de liste pour les élections européennes, dans la circonscription du grand Nord-Ouest. Il a été contraint de lui céder sa place.

L'intégralité du CV de Marine Le Pen illustre cette « préférence familiale⁵ », un modèle de gouvernance inédite en France qui perdure depuis quarante-cinq ans. Première

1. Dont elle est aujourd'hui séparée.

2. Entretien avec les auteurs, 1^{er} novembre 2016.

3. Lire notre chapitre 6, « La gardienne du coffre ».

4. Entretien avec les auteurs, 12 janvier 2016.

5. Cette formule est revenue dans la bouche de plusieurs de nos interlocuteurs lors de nos entretiens.

« *Marine est au courant de tout...* »

date-clé : 1997. Cette année-là, la jeune femme âgée de vingt-neuf ans se présente à l'élection du comité central du parti, mais n'est pas élue. Qu'à cela ne tienne, son père passe en force et la coopte parmi les vingt personnalités que son statut lui donne le droit de choisir. L'année suivante, elle est engagée comme directrice d'un service juridique taillé sur mesure, avec un salaire plus que confortable¹. Puis, au congrès de Nice, en 2003, elle est imposée comme vice-présidente du parti. Jean-Marie Le Pen se délecte : « Je suis élu à l'unanimité. J'ai donc une autorité indiscutable sur le mouvement. Elle est peut-être excessive, anormale. Elle est comme ça, voilà² ! » Les mégrétistes, de leur côté, raillent les « Grimaldi de Montretout ».

L'actuel secrétaire général du Front national, Nicolas Bay, avait pour sa part affublé Marine Le Pen du surnom de « Tanguy de la politique », lorsque, jeune mégrétiste, il l'avait affrontée aux élections régionales, en 2004³. « Vous savez, ce film qui raconte l'histoire d'un jeune homme qui, à trente ans passés, se refuse à quitter le cocon familial, avait ironisé le candidat de vingt-six ans sur le plateau de France 3⁴. Eh bien, c'est un peu ça : à trente-six ans, elle habite dans le château de son père à Saint-Cloud, elle est payée par son père au siège du FN, et son mari est payé également par son beau-père. Ces gens-là ne sont pas en

1. De 30 000 francs, soit 4 500 euros. Lire notre chapitre 6, « La gardienne du coffre ».

2. Romain Rosso, *La Face cachée de Marine Le Pen*, Flammarion, 2011.

3. Il était alors la tête de liste en Île-de-France du Mouvement national républicain (MNR), créé en 1999 par Bruno Mégret.

4. Dans l'émission « Domaine public », animée par Jacques Cros, France 3, 28 février 2004.

L'héritière

phase avec les préoccupations des franciliennes et des franciliens. » Aujourd'hui, Nicolas Bay balaie cet épisode en expliquant qu'il « s'agissait de polémiques subalternes liées à la compétition électorale de l'époque¹. »

Comme Marine Le Pen, ses sœurs² ont toutes travaillé au service du parti. Marie-Caroline a été l'espoir politique de la famille jusqu'à son ralliement aux mégrétistes, fin 1998. L'aînée de la fratrie a cumulé les casquettes : attachée de presse, membre du comité central, conseillère régionale d'Île-de-France et candidate à plusieurs élections dans les Hauts-de-Seine. Elle a en outre dirigé la société d'édition de disques de son père, la SERP, et National Vidéo, qui produisait les cassettes vidéo du FN. La cadette, Yann Le Pen, moins attirée par les responsabilités politiques³, n'en est pas moins une salariée indéboulonnable. Débarquée dans les années 1980 comme standardiste, puis au service des grandes manifestations, sur demande de Jean-Marie Le Pen, elle y officie toujours... mais en tant que directrice. Elle a aussi été rémunérée quelques mois comme assistante européenne de Bruno Gollnisch, pendant la mandature 2009-2014.

La boutique emploie également les gendres. Les maris successifs de Marie-Caroline (Jean-Pierre Gendron et Philippe Olivier) et l'époux de Yann Le Pen (Samuel Maréchal) ont collectionné postes et mandats⁴. Franck

1. Courriel adressé à l'un des auteurs, 31 janvier 2017.

2. Sollicitées, ni Marie-Caroline ni Yann Le Pen n'ont souhaité nous répondre.

3. Elle a tout de même accepté de figurer en 34^e position de la liste FN aux élections municipales, à Saint-Cloud, en mars 2014. Sa mère, Pierrette Lalanne, était en 31^e position.

4. Le premier fut salarié à la direction des grandes manifestations, membre du bureau politique et conseiller régional. Le second fut délégué général adjoint, collaborateur de Bruno Mégret, conseiller

« *Marine est au courant de tout...* »

Chauffroy, le père des trois enfants de Marine Le Pen, a lui aussi trouvé le moyen d'en profiter. Après son mariage en juin 1998, ce noceur invétéré va utiliser son statut pour faire tourner sa société, Atouts Stands. L'entreprise va ainsi bénéficier d'un juteux contrat avec la « PME Le Pen », trois mois avant la fête des Bleu-Blanc-Rouge¹ : 128 000 francs (près de 20 000 euros) pour la livraison de 7 500 chaises. Selon *Le Canard enchaîné* à l'époque², certaines de ses propositions financières excèdent les offres de la concurrence. Mais le choix du fournisseur émane directement du président, qui exige que la moitié de la somme soit acquittée à la commande. Un mois plus tard, Atouts Stands est mise en liquidation. Lorsque le comité aux manifestations réclame la restitution de 64 000 francs, Le Pen s'y oppose. On ne touche pas aux intérêts de la famille. En 2005, Louis Aliot, ex-directeur de cabinet de Jean-Marie Le Pen, deviendra le compagnon de la benjamine en même temps que le secrétaire général du parti.

À l'inverse, quitter le clan familial peut se traduire par une grande descente. Le second mari de Marine Le Pen, Éric Iorio³, un fan de rugby qu'elle a rencontré au Front national, puis épousé en décembre 2002, doit la fin de sa carrière à leur séparation. Ce cadre dévoué du parti⁴ « ne

régional, puis conseiller de Marine Le Pen. Le troisième fut directeur du FNJ et responsable de la communication du FN.

1. Les fêtes Bleu-Blanc-Rouge ont été créées en 1981 en réaction à la victoire de la gauche.

2. « Le gendre du chef jouait trop les chaisières du FN », *Le Canard Enchaîné*, 23 décembre 1998.

3. Sollicité pour ce livre, Éric Iorio n'a pas souhaité nous répondre.

4. Il a successivement été nommé secrétaire départemental dans le Pas-de-Calais et secrétaire national aux élections, avant d'être élu conseiller régional du Nord-Pas-de-Calais, en 1998, et membre du bureau politique du FN.

L'héritière

devait ses postes qu'à lui-même », selon Jean-François Touzé¹, qui côtoyait alors le couple à la cellule « Idées-Images » du FN. Mais « il a tout perdu en quelques semaines, poursuit Touzé. C'est un phénomène global : ce que Marine ne voulait plus, Le Pen n'en voulait plus. »

Devenue présidente, Marine Le Pen perpétue les traditions et s'inspire de son arbre généalogique pour définir l'organigramme de son parti. Dans la foulée de son élection, elle commence par promouvoir Louis Aliot au poste de vice-président. Puis, en 2012, elle fait entrer sa nièce Marion Maréchal-Le Pen au bureau politique du FN. Après une première candidature ratée aux élections régionales en Île-de-France, en 2010, la fille de Yann Le Pen a été envoyée dans le Vaucluse, terre longtemps labourée par son grand-père, pour les législatives, en juin 2012. Éluë, elle rejoint les bancs de l'Assemblée nationale à vingt-deux ans. Maréchal-Le Pen a été couronnée au congrès de Lyon, en novembre 2014, en accédant à la première place à l'élection du comité central du parti². Soucieuse de contourner le reproche du « fameux "Front familial" »³, celle qui a longtemps vécu avec sa tante et sa mère dans la propriété familiale de Montretout s'est refusée à intégrer le bureau exécutif du FN.

Autre exemple, plus récent : le retour par le sommet de Philippe Olivier, le beau-frère de Marine Le Pen. Réapparut⁴ à l'été 2016 à la tête de la cellule « Idées-Images » de la

1. Entretien avec les auteurs, 15 novembre 2016.

2. Le comité central est une sorte de « parlement » du FN où sont discutées les grandes décisions.

3. Sylvain Chazot, « Le Front national ou Le Pen & Co., entreprise familiale », Le Lab d'Europe 1, 30 novembre 2014.

4. Il fut son conseiller officieux en 2011.

« *Marine est au courant de tout...* »

campagne présidentielle, cet ancien bras droit de Bruno Mégret a été investi pour les législatives de juin dans une circonscription du Pas-de-Calais jugée « gagnable » par le FN.

Le « parricide »

Mais avec le temps, le « Front familial » commence à se fissurer. Été 2014. Dans une vidéo publiée sur son site¹, le fondateur du parti se moque de Yannick Noah pour avoir annoncé qu'il quitterait la France en cas de victoire du Front national. « Et Patrick Bruel aussi ! », ajoute alors son interlocutrice, Marie d'Herbais. « Écoutez, on fera une fournée la prochaine fois ! », répond-il. « Fournée », le mot sonne aux oreilles de beaucoup comme une saillie antisémite. Mais « le menhir² » ne s'arrête pas là. Le 2 avril 2015, face à Jean-Jacques Bourdin, Jean-Marie Le Pen maintient que les chambres à gaz seraient un détail de l'histoire de la Seconde Guerre mondiale. Quelques jours plus tard, l'hebdomadaire d'extrême droite *Rivarol*³ publie un entretien avec le doyen de la famille Le Pen. Il y attaque les positions politiques de sa fille et de son équipe, regrette que la France soit gouvernée « par des immigrés et des enfants d'immigrés » et affirme qu'il n'a « jamais considéré le maréchal Pétain comme un traître ». Louis Aliot tire le premier : « L'entretien de JMLP dans ce torchon antisémite est parfaitement scandaleux et nos désaccords politiques désormais irréconciliables », écrit-il sur Twitter⁴. Dans un communiqué, le même jour, Marine Le Pen évoque des « provocations grossières dont l'objectif

1. « Journal de bord », n° 366, 6 juin 2014.

2. L'un des surnoms de Jean-Marie Le Pen.

3. « On n'est trahi que par les siens », *Rivarol*, n° 3183, 9 avril 2015.

4. Compte Twitter de Louis Aliot, 8 avril 2015.

L'héritière

semble être de [lui] nuire ». Le 4 mai 2015, le patriarche est suspendu du Front national par le bureau politique. Sa première réaction est de souhaiter que sa fille « perde [son nom] le plus rapidement possible ». « Je ne reconnais pas de lien avec quelqu'un qui me trahit d'une manière aussi scandaleuse », assène-t-il sur Europe 1, le lendemain matin. Un mois plus tard, il se voit retirer son titre de président d'honneur du mouvement. Et le 20 août 2015, il en est carrément exclu. Un « assassinat perpétré et ordonné¹ » par sa fille, tonne-t-il.

Des journaux, ce vaudeville familial et politique s'est exporté dans l'enceinte des tribunaux. Le vieil homme de quatre-vingt-huit ans a assigné le parti à quatre reprises, et obtenu gain de cause quasiment à chaque fois. La dernière audience, qui devait permettre à la justice de trancher s'il fallait réintégrer Jean-Marie Le Pen dans le parti ou non – il réclamait également 2 millions d'euros de dommages et intérêts – a eu lieu le 5 octobre 2016. Sorti éprouvé de l'audience, s'appuyant sur sa canne, le fondateur du FN n'a pas manqué de railler les propos de sa fille, tenus six ans plus tôt : « Il me semblait que Marine Le Pen avait déclaré, quand elle avait été élue, qu'elle prenait tout le Front national, son actif et son passif. » Si les juges ont entériné son exclusion en tant que militant, ils l'ont cependant conforté dans son statut de président d'honneur², l'autorisant ainsi à siéger au bureau politique. « Du grand n'importe quoi », un choix « aberrant », a réagi Marine Le Pen, qui en a profité pour revenir sur l'exclusion de son père : « Ça m'a brisé le cœur, mais on l'a fait pour les

1. RTL, 21 août 2015.

2. Le Front national a fait appel de cette décision. La cour d'appel de Versailles a par ailleurs rejeté, le 26 janvier 2017, sa demande de blocage de l'exécution immédiate du jugement.

« *Marine est au courant de tout...* »

millions de Français qui croient en nous, pour ne pas laisser Jean-Marie Le Pen casser le parti ¹. »

Patrimoine et affaires de famille

Après Marie-Caroline, qui a essuyé le courroux paternel à la suite de la scission entre lepénistes et mégrétistes ², voilà Jean-Marie Le Pen en froid avec une autre de ses filles. Mais s'il se montre volontiers bavard sur « la ligne politique qui s'est inutilement gauchie », les « lubies philippiques » – néologisme dérivé du nom de Florian Philippot – ou les « erreurs de jugement » de Marine le concernant, Jean-Marie Le Pen s'interdit d'aller plus loin. « Quand je règle mes comptes, je les règle sur le ring », nous glissait le fondateur du FN, au moment de ses déclarations sur la « fournée ». « Je ne suis pas sycophante [un délateur] ³. » On peut certes s'écharper sur le terrain idéologique, mais sur l'essentiel – l'argent de la famille, ou encore les petites affaires des uns et des autres avec la justice –, chacun sait tenir sa langue.

À propos du financement des campagnes du FN en 2012, affaire qui doit conduire le parti devant le tribunal

1. Dépêche AFP, 17 novembre 2016.

2. Jean-Marie Le Pen a d'abord réclamé à Marie-Caroline Le Pen 516 000 francs qui dormaient sur le compte de la Société d'études et de relations publiques (Serp) que sa fille dirigeait, l'obligeant à liquider la société. Il l'a ensuite poursuivie pour tenter de récupérer une maison de La Trinité-sur-Mer, dans le Morbihan, qu'il a achetée 200 000 francs au nom de sa fille en 1981. L'offensive menée de concert avec Yann et Marine Le Pen se soldera par un échec, selon la décision du tribunal datée d'octobre 2002, en possession des auteurs.

3. Entretien avec l'un des auteurs, 26 juin 2014.

L'héritière

correctionnel de Paris¹, Jean-Marie Le Pen reste mutique : « Je ne connais pas l'organisation et le financement du Front national de Marine. Je ne connais pas du tout... J'ai découvert cela dans la presse, comme tout le monde. » De son côté, la fille n'est pas plus causante : pas une fois Marine Le Pen n'a pris position sur les différents scandales – hors politique – qui frappent le vieux chef. Pas un mot sur les comptes et trusts ouverts en Suisse, par exemple². Le 3 mai 2015, lorsque la cheffe du FN est interrogée sur la révélation, une semaine plus tôt, d'un compte suisse non déclaré dont l'ayant droit n'est autre que l'homme de confiance de son père³, Marine Le Pen balaye : « Je ne suis en aucun cas au courant des affaires patrimoniales de Jean-Marie Le Pen, que les choses soient très claires⁴. » Et lorsque le journaliste lui demande si elle accepterait les avoirs de son père en héritage, elle tape du poing : « Je trouve que c'est indécent d'évoquer ça, M. Elkabbach ! » Deux ans plus tôt, en avril 2013, même réaction lorsque nous lui demandions si elle avait connaissance de cet autre compte suisse ouvert à l'UBS en 1981 : « Ce n'est pas parce qu'on a un père, un frère, qu'on connaît l'intégralité des détails de leur existence patrimoniale ! Faites les amalgames que vous voulez et on en discutera devant le tribunal correctionnel⁵ ! » Soit, nul n'est censé connaître par le menu les affaires financières de ses proches. Sauf, peut-être, quand le proche en question alimente son parti à hauteur de plusieurs millions d'euros sous forme de prêts réguliers⁶ et que vous êtes l'un des légataires de son patrimoine.

1. Lire notre chapitre 12, « Riwal, la boîte noire de Marine Le Pen ».

2. Lire notre chapitre 3, « Les comptes suisses du clan Le Pen ».

3. Karl Laske, Marine Turchi, « L'argent caché de Jean-Marie Le Pen en Suisse », *Mediapart*, 27 avril 2015.

4. « Grand Rendez-vous » d'Europe 1, 3 mai 2015.

5. Entretien téléphonique avec l'un des auteurs, 8 avril 2013.

6. Lire notre chapitre 11, « Père et fille, la guerre des micropartis ».

« Marine est au courant de tout... »

Si le parti qu'elle préside bénéficie encore des largesses de son père, Marine Le Pen elle-même n'est pas en reste. La benjamine a joui de donations multiples ces dernières années. Notamment l'hôtel particulier de Montretout, dans les Hauts-de-Seine. Léguée à Jean-Marie Le Pen en 1976 par un certain Hubert Lambert ¹, cette villa de 430 mètres carrés (4 800 mètres carrés de jardin et 380 mètres carrés de dépendance) n'a cessé de faire l'objet de déclarations contradictoires. Elle a été cédée pour partie, en 1994 et 2012, à Marine Le Pen. Sa sœur Yann est entrée au capital de la SCI du Pavillon de l'Écuyer, qui gère la propriété, en 2008, puis a vu sa participation augmenter en 2012. Cette année-là, les deux sœurs ont ainsi récupéré chacune 12,5 % des parts de Montretout. Une opération menée en toute discrétion, mais qui s'est retrouvée étalée sur la place publique, à leur grand désarroi.

En mai 2014, Jean-Marie Le Pen et sa fille Marine sont tous deux réélus députés au Parlement européen. Ce mandat, à l'image de celui des parlementaires français, les oblige à déposer une déclaration d'intérêts auprès de la Haute autorité pour la transparence de la vie publique (HATVP), une administration indépendante créée dans la foulée de la loi « relative à la transparence de la vie publique ² ». Dans cette déclaration figure l'acte de donation de Montretout ³ signé en 2012 de la main des Le Pen. Il y est mentionné l'estimation du bien : 1 795 200 euros. En 2015, la HATVP tique : au regard du prix du mètre carré

1. Lire notre chapitre 2, « Les secrets de Montretout ». Voir en annexe le testament d'Hubert Lambert, daté du 21 janvier 1976 (document 1).

2. Loi entrée en vigueur le 11 octobre 2013.

3. Dans ce document, Jean-Marie Le Pen s'engage à prendre à sa charge « les conséquences d'un redressement fiscal éventuel ». Les frais de notaire associés à l'acte ont par ailleurs été réglés par ses soins.

L'héritière

dans le parc de Montretout – environ 7 700 euros aujourd'hui – et de la taille de la propriété, le 1,8 million annoncé paraît quelque peu décalé. La Haute autorité transmet donc le dossier à l'administration fiscale, qui mène son enquête. Résultat : la propriété vaudrait, selon elle, 3,5 millions d'euros¹. Le 7 janvier 2016, le parquet national financier annonce l'ouverture d'une enquête préliminaire pour « des faits susceptibles d'être qualifiés de déclaration inexacte de patrimoine² ». « Marine Le Pen a repris ce que déclarait son père, sa bonne foi est totale³ », justifie alors Wallerand de Saint-Just, le trésorier du FN, en faisant valoir que « le fisc a accepté ces déclarations pendant des années » alors qu'« il avait tout pouvoir de les redresser ». De son côté, Jean-Marie Le Pen⁴ indique qu'on ne pouvait « pas appliquer les prix de vente » car, selon lui, « une grande propriété, au mètre carré, vaut moins cher qu'une plus petite⁵ ».

Outre Montretout, une autre maison est concernée par cette enquête. Jean-Marie Le Pen a en effet permis à ses deux filles de profiter d'une nouvelle opération immobilière dont il a le secret : l'achat de la « Bonbonnière », la magnifique villa de Rueil-Malmaison (92) qu'il occupe avec sa femme Jany Le Pen, ex-Jeannine Paschos, depuis la fin des années 1980. Détendue par une société spécialisée dans

1. Anne-Sophie Mercier, Christophe Nobili, « Marine a la fortune honteuse », *Le Canard enchaîné*, 26 janvier 2016.

2. Communiqué du PNF, 7 janvier 2016. La peine encourue est de trois ans de prison, 45 000 euros d'amende et jusqu'à dix ans d'inéligibilité.

3. Conversation téléphonique avec l'un des auteurs, 22 décembre 2015.

4. Sollicité, son avocat Frédéric Joachim n'a pas répondu.

5. Émeline Cazi, « Patrimoine, le nouveau front judiciaire des Le Pen », *Le Monde*, 22 décembre 2015.

« *Marine est au courant de tout...* »

l'immobilier, la Secri¹, la maison de 200 mètres carrés, avec jardin (1 200 mètres carrés), dépendances – dont un trois-pièces occupé par le « majordome », Gérald Gérin – et piscine intérieure, est acquise en décembre 2012 par Le Pen et ses filles pour la modique somme de 336 000 euros – augmentée de 384 000 euros d'arriérés de loyers. Jean-Marie Le Pen prend 50 % des parts de la Bonbonnière. Yann et Marine Le Pen se partagent le reste, devenant propriétaires à hauteur de 25 % chacune. Le problème, c'est que la bâtisse qu'ils ont estimée 350 000 euros auprès de la HATVP aurait été évaluée pas moins de 3,3 millions d'euros par le fisc. Soit près de dix fois le montant communiqué.

Au-delà de cette déclaration qui aurait été très largement minorée, le montage financier ayant permis l'achat intrigue. En effet, la transaction entre la Secri et les Le Pen aurait pu être réglée grâce à l'argent du microparti Cotelec², dont la trésorerie est essentiellement alimentée par des dons de particuliers et des prêts (avec intérêts de 6 à 7 %) octroyés au Front national pour ses campagnes électorales³. C'est du moins ce que laisse penser un virement de 605 000 euros opéré un mois avant l'achat, le 8 novembre 2012, du compte de Cotelec vers celui de Jean-Marie Le Pen. La HATVP a saisi la justice en invoquant un « abus de confiance » présumé. Dans la foulée de la publication d'un article sur le sujet dans *Le Point*, le fondateur du FN a annoncé qu'il assignerait l'hebdomadaire et l'administration publique en justice, arguant que cette somme lui avait en réalité servi à financer les élections européennes, en 2014,

1. La Secri a été mise en liquidation judiciaire le 1^{er} août 2013.

2. Mélanie Delattre, Christophe Labbé, « Le Pen, le prêt empoisonné », *Le Point*, 8 janvier 2017.

3. Lire notre chapitre 11, « Père et fille, la guerre des micropartis ».

sans en apporter la preuve. *Le Point* n'a reçu aucune plainte. Celle contre la HATVP a été classée sans suite. Le fondateur du FN en a donc déposé une seconde, fin janvier 2017. De leur côté, ses filles ont acheté leurs parts par le biais d'emprunts d'un montant de 162 000 euros chacun¹. Marine Le Pen ne s'en est pas cachée. Celle qui pourrait être poursuivie pour « recel d'abus de confiance » a seulement omis de préciser que le prêt lui a été consenti par papa.

Il faut encore ajouter à la liste des possessions de Marine Le Pen les vingt-cinq parts de la SCI² qui détenait le Paquebot, l'ancien siège du FN. Et enfin la donation de son père, en 1999, d'un huitième des parts de la maison familiale de La Trinité-sur-Mer, dans le Morbihan. Montant estimé pour ce havre de paix qui lui a servi de base de repli lors de l'écriture de son autobiographie, en 2005³ : 1 million d'euros⁴. Une estimation qui, cette fois, n'a pas appelé de remarques de la Haute autorité.

En 2014, la multipropriétaire s'est autorisée un achat sans l'aide de Jean-Marie Le Pen. Il s'agit d'une maison de deux étages située dans un quartier résidentiel de la commune de Millas, à proximité de Perpignan. Équipée d'une petite annexe et d'un garage à l'entrée, d'un jardin et d'une piscine à l'arrière, la résidence a été acquise pour un montant de 270 000 euros *via* la SCI Palouma, dont Marine Le Pen est associée à 50-50 avec son compagnon Louis Aliot, conseiller municipal de Perpignan. La présidente du Front national occupe la maison pendant les

1. *Ibid.*

2. La SCI Clergerie-Hugo.

3. Lire notre chapitre 7, « La bande à Marine ».

4. Anne-Sophie Mercier, Christophe Nobili, « Marine a la fortune honteuse », *Le Canard enchaîné*, 26 janvier 2016.

« *Marine est au courant de tout...* »

périodes de vacances scolaires qu'elle passe avec ses enfants, ou des amis ravis de profiter du barbecue et des longues soirées arrosées de rosé. Seul bémol, la maison est collée à une voie ferrée. Un désagrément qui n'a pas l'air de la gêner outre mesure : fin 2014, lorsqu'elle a quitté Montretout, Marine Le Pen s'est installée dans une maison cossue de La Celle-Saint-Cloud située, elle aussi, au pied de la gare Transilien du coin. La présidente du FN préfère le bruit des trains aux vis-à-vis de voisins qui pourraient lorgner dans son jardin. Un « désir de discrétion », selon une ancienne habituée des soirées perpignanaises du couple.

Rolls Royce et lingots d'or

La frénésie immobilière n'est pas la seule passion transmise par son père. Ils partagent également le goût pour les placements en or. Récemment, Jean-Marie Le Pen a acheté, par chèque, un lingot à la société CPoR devises, rue Lafayette, à Paris – le lingot d'un kilo valant actuellement 35 960 euros¹. Il a néanmoins « oublié » de mentionner l'achat dans sa déclaration de patrimoine, ce qui, au-delà d'un seuil de 10 000 euros, est pourtant une obligation. Le trust en Suisse de son majordome, dont sa fille a juré ne pas connaître l'existence, compte pas moins d'1,7 million d'euros en lingots et pièces, soit près de 50 kilos d'or. Le patriarche en a aussi conservé à Montretout. Lors des perquisitions dans le cadre de l'enquête, à l'automne 2015, les policiers ont saisi vingt-neuf louis d'or dans un vieux coffre Napoléon III, et quatre lingots. « Ils appartenaient à Jany Le Pen, ils étaient dans des coffres-forts à Rueil », justifie l'ex-patron du FN, qui dit les avoir

1. Cotation issue du site de l'entreprise CPoR devises, le 10 janvier 2017.

L'héritière

rapatriés à sa villa « quand la maison a brûlé », en janvier 2015.

Dans la déclaration de patrimoine qu'elle a remplie à l'occasion de l'élection présidentielle de 2012, Marine Le Pen, elle, a indiqué posséder 3 000 euros en napoléons – soit une quinzaine de pièces de 20 francs or à 212 euros l'unité. Un achat qui a lui aussi été effectué dans le secteur de la rue Lafayette, à en croire Jean-Pierre Zablot, l'ancien chauffeur de Jean-Marie Le Pen, qui s'est chargé de l'opération. « Je suis allé les chercher moi-même à la boutique et les ai prises à son nom. On me demande de faire quelque chose, j'exécute¹ », témoigne-t-il, précisant qu'il lui est aussi arrivé « une fois ou deux » de conduire « le Président pour aller chercher des lingots » dans cette artère du IX^e arrondissement parisien. Ces dernières années, la certitude que « les monnaies papier vont s'effondrer » a conduit les Le Pen père et fille à multiplier les déclarations en faveur d'un retour du système monétaire à l'étalon or. En citant toujours le même ouvrage : celui de l'économiste hongrois Antal Fekete, *Le Retour du standard or*, paru en 2011, avec une couverture en forme de lingot.

La fortune ne dispense pas Jean-Marie Le Pen d'une solide réputation de pingre. « À son corps défendant, ils ont été pauvres, justifie Jean-Pierre Reveau, l'ancien trésorier du FN². Quand je l'ai connu [en 1956], il nous invitait à La Trinité, le sol était encore en terre battue, sa mère allait toutes les fins d'après-midi à la pêche aux crevettes, y compris en plein hiver. » Une fois riche, Jean-Marie Le Pen

1. Entretiens avec les auteurs entre juin et septembre 2016. Lire notre chapitre 15, « L'encombrant Monsieur Z2 ».

2. Entretiens avec les auteurs entre octobre 2016 et janvier 2017.

« *Marine est au courant de tout...* »

a souhaité que cela se sache. Ses amis se souviennent de son arrivée en fanfare en Rolls Royce jaune au mariage très traditionnel de son numéro deux Bruno Mégret, en 1992, dans un château de l'Eure. « La droite populaire et sociale en a pris un coup ¹ », ironise Franck Timmermans, l'un des cofondateurs du Front national passé ensuite chez Mégret. « Les voyages, les croisières, les dîners mondains et la fréquentation d'une certaine jet-set, lui ont donné une connotation de nouveau riche. Ce train de vie ostentatoire l'a déconsidéré. »

C'est dans cet environnement bling-bling que Marine Le Pen a grandi. Les photos des réceptions de l'époque, en tenues de soirées, ou le célèbre portrait de la famille – on y voit les filles Le Pen et leur mère assises, en robes blanches, surplombées par le patriarche debout, la villa en arrière-plan –, ont alimenté cette image de « châtelaine de Montre-tout ». Comme la passion du père et de la fille pour le champagne. Le président d'honneur du FN a d'ailleurs investi, en 2004, dans une affaire de négoce de champagne, dans la Marne. La cuvée, produite à raison de 800 bouteilles par an, avait été baptisée « Veuve Poignet »...

Pour se départir de cette image, la présidente du FN cherche depuis dix ans à gommer tout élément ostentatoire dans son allure. Pas de marque de luxe, Marine Le Pen préfère se faire photographier en doudoune dans le froid, sur le marché d'Hénin-Beaumont, où elle a été parachutée en 2007. « Ses plus beaux bijoux, ça reste Swarovski, témoigne Clotilde Font, ancienne candidate FN de Perpignan qui a côtoyé de près le couple Aliot-Le Pen. Ils veulent faire simple, faire peuple ². » L'ancien chef de cabinet de la

1. Entretiens avec les auteurs, 20 mai 2015 et 5 novembre 2016.

2. Entretien avec les auteurs, 29 octobre 2016.

L'héritière

présidente du FN, Philippe Martel, abonde : « Elle vit assez modestement, elle ne va pas en vacances dans une fausse bergerie en corse à 5 000 euros la nuit. Elle ne fait jamais de voyage, elle n'a pas de nouvelle bagnole, elle a une maison de cadre sup à Saint-Cloud. Elle a une vie de Française moyenne et des désirs de Française moyenne¹. » Selon son avocat Marcel Ceccaldi, vieil ami de la famille, l'argent ne serait pour Marine Le Pen « qu'un moyen d'atteindre un but » : la prise du pouvoir. Quiconque déjeune avec Marine Le Pen est assuré de « récupérer la note² », assure un cadre du FN. « Marine ne paye jamais. Elle estime que ce sont les autres qui doivent payer pour sa présence. » Lors d'un déjeuner réunissant, avant la brouille, les trois générations politiques Le Pen et l'avocat Gilbert Collard, au Huitième étage, le restaurant de l'Assemblée nationale, Jean-Marie et Marine Le Pen auraient ainsi laissé la note... à la petite-fille, Marion Maréchal-Le Pen.

Discussions testamentaires

Si Marine Le Pen fait montre d'un certain esprit familial dans la manière de gérer ses affaires, elle est aussi l'héritière de la fortune de son père. « Quand il s'agit de questions patrimoniales, les relations que j'ai avec mes filles sont privées. Tant que je vis, je fais ce que je veux de mes biens », fait remarquer l'octogénaire. Il faut dire qu'au sein du clan Le Pen, le sujet est sensible. Ces derniers mois, plusieurs échanges musclés ont eu lieu entre le père et sa fille cadette, Yann Le Pen, qui habite toujours à Montretout. L'omniprésence de Gérald Gérin, le fidèle assistant de Jean-Marie

1. Entretien avec les auteurs, 21 novembre 2016.

2. Entretien avec les auteurs, 12 novembre 2016.

Cet ouvrage a été mis en pages par



<pixellence>

N° d'édition : L.01ELKN000588.N001
Dépôt légal : mars 2017